

EDITORIAL

PAR PASCAL AUBERT

Coryza boursier

Telle est aujourd'hui la place de la Chine dans l'économie mondiale qu'il suffit que Shanghai éternue pour que l'ensemble des places financières mondiales se ruent sur leurs mouchoirs. Les raisons qui ont provoqué hier le décrochement de la principale Bourse chinoise ont beau être d'ordre local — l'annonce de la création d'une commission de lutte contre la spéculation financière et les transactions illégales —, la plupart des Bourses mondiales lui ont emboité le pas comme un seul homme. Le fait que Shanghai se voie ainsi promue — fût-ce pour une seule journée — au rang de marché directeur, rôle dévolu ordinairement à New York, en dit long sur la confusion qui habite les acteurs des marchés financiers. Chacun guettant les signes annonciateurs d'une consolidation jugée inévitable après la vive ascension des indices boursiers depuis le tournant de l'année, une étincelle peut produire des conséquences dévastatrices. Dans la seule journée d'hier, plusieurs centaines de milliards d'euros de capitalisation sont partis en fumée parce qu'il était plus rassurant de s'affoler en bonne compagnie que de garder son sang-froid tout seul. Les inquiétudes sur la capacité de l'économie chinoise à soutenir un rythme de croissance à deux chiffres sont aussi légitimes et fréquentes que les craintes des conséquences d'un serrage de vis pour toutes les entreprises qui ont indexé leur stratégie sur le développement d'un pays tout à la fois plus grand marché mondial et principal pourvoyeur de main-d'œuvre à bon marché. En somme, le scénario préféré des investisseurs serait celui qui verrait l'économie chinoise à la fois accélérer pour le plus grand profit de ses fournisseurs et des capitaux qu'elle absorbe et faire du surplace pour conjurer le spectre de la surchauffe. Faute de le voir se concrétiser, la Bourse de Shanghai est bien partie pour demeurer le prisme déformant à travers lequel le monde ausculte l'économie chinoise. Et les mouchoirs n'ont pas fini de servir.

paubert@latribune.fr

DU LUNDI AU VENDREDI À 7 H 35
LA CHRONIQUE DE
FRANÇOIS-XAVIER PIETRI
 SUR RADIO CLASSIQUE

La Tribune

Édité par : La Tribune SAS
 51, rue Villedo — 75095 Paris Cedex 02
 Standard : 01 44 82 16 16
 Adresse Internet : <http://www.latribune.fr>
 Président, Directeur de la publication :
 Alain Metternich.

Directeur de la rédaction : François-Xavier
 Pietri, Directeur adjoint : Pascal Aubert, Rédac-
 tion en chef centrale : Philippe Mabilhé (Econo-
 mie, Tribunes), Martine Orange (Entreprises),
 Olivier Provost (La Tribune.fr), Bruno Segre
 (Marchés & Finance), Rédacteur en chef : Jean-
 Louis Alcide (PMÉ Régions), Anne Delaroy
 (Édition), Patrick de Jacquolot (La Tribune.fr),
 Estelle Laro (Rendez-vous perso), Dominique
 Marlette (Marchés & Finance), Franck Pauly
 (Nos Finances), Jérôme Stern (Hors-Séries, Mon-
 dialis), Daniel Vigneron (Économie, Internatio-
 nal), Adgityc, Akram Bekhal (Economie, Inter-
 national), Eric Benhamou (Forum), Pascale
 Besse-Boumar (Valeurs), Jean-Pierre Bour-
 clier (Art de vivre), Béatrice d'Erceville (Entre-
 prises), Jean-Christophe Féraud (Enquêtes),
 Delphine Gilard (Economie France), Pascal

Hénisse (Tribunes), Yan de Karangoun (Ren-
 dez-vous perso), Christophe Bastre, Jean-
 Pierre Geoffroy, Patricia Jédoval, Nicolas
 Oudin (Édition), Jean-Baptiste Jacquin (Entre-
 prises), Christophe Tricaud (Les Places),
 Nicole Tricoloyre (La Tribune.fr).

Directeur général-éditor : François Dieudonné,
 Directeur de la diffusion et de la promotion :
 Benoît Wausonnet (01 44 13 18 47), Directrice
 de la communication : Sandra Tricot (01 44 88
 47 90), Directeur du développement et du mar-
 keting : Fabrice Favier, Directeur multimédia :
 Pascal Laroche.
 PubliCité : Di Régie (01 44 88 42 60), Président :
 Jean-Jacques Schardner, Directeur général
 adjoint : Hervé Nolret, Directrice publicité
 commerciale : Nathalie Catholaud, Directeur
 publicité financière : Pierre Giscard, Directeur
 publicité internationale : Alice Suric, Directeur
 publicité régionale : Charles d'Audoubert.

Impression : CIPP, 72-74, rue Ambroise-Croizat,
 93200 Saint-Denis ; Médiastandard-Offset-Press,
 Virvilles ; Rhone Offset-Press, Igny ; Imprimerie
 Médias, Toulouse ; Lovelax, Saint-Herblain.

Service abonnement
 Numéro vert : 0 800 13 23 33 (appel gratuit)
 Fax abonnement : 01 44 82 17 92
 Abonnement 1 an (France métro) : 395 € TTC

IMPRIMÉ EN FRANCE
 PRINTED IN FRANCE



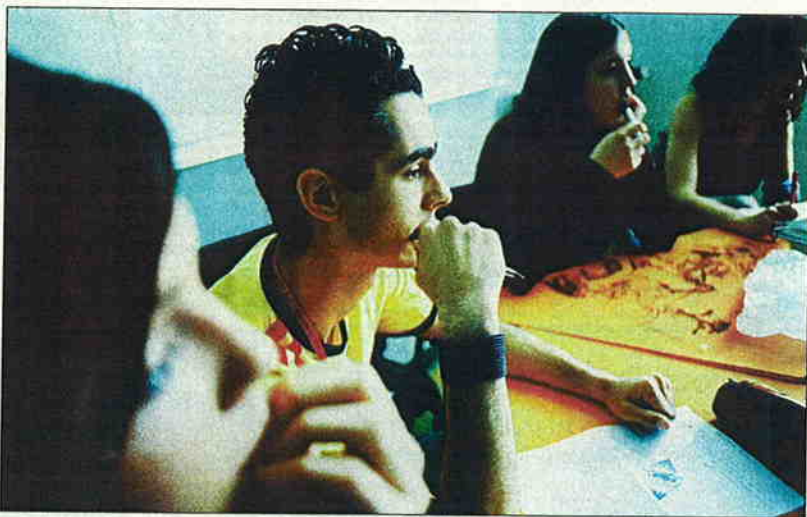
USA : USPS #017531
 Periodical postage paid at Champlain NY.
 and additional mailing offices.
 For details call 1-800-428-3005
 Distribué par les NAFPP. Concessionnaire paritaire :
 0909JCS607 ISSN 0969-1922
 Modification de service :
 (uniquement pour réseaux de ventes NAFPP)
 Téléphone vert : 0 800 47 10 09

Publication intégrée au portail www.latribune.com
 Licénaire de l'édition : Act. LITSA de la Code de la propriété intellectuelle

La Tribune est une publication de DL
 Group, Principal associé : Ugor (LVMH)
 Président-directeur général : Alan Lattanzio
 Directeur général : Jean-Jacques Schardner
 Directeur général adjoint : Nicolas Desbois
 Directeur délégué : Bernard Villeneuve

LE POINT DE VUE DE... CHRISTIAN MARGARIA (*)

La mixité à l'école est-elle un gage d'égalité ?



Le 17 décembre 2003, le président de la République déclarait : « Le degré de civilisation d'une société se mesure d'abord à la place qu'y occupent les femmes. » Oserais-je dire qu'il est évident que notre société n'est pas aussi civilisée qu'elle le pourrait ? Certes, nous sommes moins mauvais que certains pays où la scolarisation des filles n'est pas reconnue comme légitime. Cependant, dans une démarche d'excellence, c'est aux leaders qu'il faut se comparer et non aux derniers de la classe. Il est clair que la mixité n'empêche pas la ségrégation sexuée des études par niveaux et par domaines.

En effet, les filles représentent 55 % des diplômés du premier cycle du supérieur mais seulement 43 % des diplômés à bac + 5, et l'attrait

en mathématiques et celle des filles en littérature est décelée, dès l'école primaire, alors même que les différences de performance sont inexistantes ». La mixité des professions ne préserve pas non plus des inégalités en matière de promotion ou de salaire. L'écart de rémunération, toutes choses étant égales par ailleurs, atteint 9 % pour la population des ingénieurs diplômés. Certains auteurs indiquent que 53 % des hommes cadres et 44 % des femmes ont atteint ce statut par promotion. Compte tenu de la représentation inégale des sexes chez les cadres, cette faible différence cache le fait qu'un cadre sur deux est issu de la promotion interne, mais que cela concerne une femme sur dix et quatre hommes sur dix...

La mixité est cependant une condition indispensable de l'égalité entre les hommes et les femmes. La mixité scolaire en particulier. On ne peut rêver d'un monde fondé sur une égalité des chances indépendante des origines sociales ou ethniques et des handicaps sans avoir, tout petit, appris le respect de l'autre sexe. Ce sont les écoles primaires, les collèges et les lycées, qui constituent le berceau d'un bouleversement progressif des rapports entre les êtres dans notre société. Plusieurs études nous éclairent sur certains comportements des filles et des garçons au sein du référentiel scolaire.

À l'école élémentaire, la mixité est évidente et les enfants travaillent volontiers en groupes mixtes, même si pendant la récréation ils se regroupent par sexe ; au collège, le garçon qui se place à côté d'une fille est perçu comme manquant de virilité, la fille qui se place à côté d'un garçon est considérée comme un garçon manqué ou comme une allumée ; au lycée, les tables mixtes codifient une relation amoureuse. Les filles et les garçons coexistent donc à l'école mais sont « à côté » et non « ensemble ».

Des efforts pour favoriser la communication entre les genres restent donc à faire.

Taxer les écarts de salaires. Le développement d'une véritable culture de la mixité passe par l'instauration de séquences pédagogiques où filles et garçons découvriront la richesse de leurs différences. Il est par ailleurs fondamental d'insister sur l'importance des modèles féminins qui élargissent les aspirations des filles. Pour que cet effet modèle soit efficace, ce sont de jeunes femmes qui viennent de débiter dans leur activité professionnelle, et qui doivent donc conjuguer leur vie professionnelle, leur vie de femme, de jeune mariée et de jeune maman, qui devraient aller à la rencontre des collégiennes et des lycéennes. L'ère du bénévolat est terminée. Il faut que cette activité, demeurant bien entendu fondée sur le volontariat, soit comptabilisée, au moins pour partie, dans le temps de travail. Pour que les entreprises soient aussi gagnantes, il faudrait aussi diminuer les charges sociales de celles qui acceptent ce principe. Cela a certes un coût mais nous devons décider où sont nos priorités sociétales et le budget correspondant pourrait être obtenu par la création d'une taxe sur les différences de salaires, à niveau de diplômés et d'ancienneté identiques, entre les hommes et les femmes.

Partout où elles sont intervenues, les femmes ont changé la façon d'aborder et de résoudre les problèmes : offrons-nous la chance de leur donner la place qui leur revient de droit. Cessons de priver le monde de la variété des genres et de la diversité des origines, sociales ou ethniques, garantes de richesse intellectuelle. C'est un véritable challenge pour la nation tout entière et pour chacun d'entre nous à titre individuel. ■

(*) Président de la Conférence des grandes écoles.

“ LES FILLES ET LES GARÇONS COEXISTENT DONC À L'ÉCOLE, MAIS SONT « À CÔTÉ » ET NON « ENSEMBLE ». ”

des filières est fortement dépendant du sexe : les sciences du langage, de l'homme et de la société comptent 71 % de filles ; les sciences juridiques, économiques et politiques 60 % ; les sciences paramédicales et pharmaceutiques 61 % et les sciences et techniques 34 %. Le choix d'une discipline est certes fonction des aspirations des élèves, mais celles-ci sont fortement influencées par les clichés relatifs à la distribution des rôles féminins et masculins.

Inégalités de promotion. Le système éducatif fait tellement confiance aux garçons qu'il les conduit à choisir des cursus que les filles n'osent même pas envisager. Selon Catherine Marry, « la supériorité des gar-